

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20230706-lmc1209453-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mardi 11 juillet 2023  
Date d'affichage : 12/07/2023

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 6 JUILLET 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 6 juillet 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
67	11	3
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p><b>N° 23/07/196</b></p> <p><b>CHOIX DU MODE DE GESTION POUR L'EXPLOITATION DE L'AIRE DE CARENAGE DU PORT DE PORQUEROLLES</b></p>		

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, M. Yannick CHENEVAR, M. Franck CHOUQUET, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Erick MASCARO, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT.

**REPRESENTES :**

M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Josée MASSI ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à Mme Dominique ANDREOTTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

**ABSENTS :**

Mme Corinne CHENET, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-David MARION.

## **Séance Publique du 6 juillet 2023**

**N° D' O R D R E : 23/07/196**

**O B J E T : CHOIX DU MODE DE GESTION POUR L'EXPLOITATION  
DE L'AIRE DE CARENAGE DU PORT DE  
PORQUEROLLES**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1 ainsi que ses articles L1411-1 et suivants,

**VU** le Code de la Commande Publique,

**VU** le Code des Transports,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** l'avis du Conseil d'exploitation de la régie des ports métropolitains du 8 mars 2023,

**VU** l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole du 23 mai 2023,

**VU** l'avis du Conseil portuaire du port de Porquerolles du 12 juin 2023,

**VU** l'avis du Comité social territorial de la Métropole du 23 juin 2023,

**VU** l'avis de la Commission Mobilités en date du 23 juin 2023,

**VU** le rapport ci-après annexé,

**CONSIDERANT** que, par courrier en date du 18 juin 2019, Monsieur le Président de la Métropole a notifié à la société YACHT SERVICE le contrat de délégation de Service Public pour l'exploitation de l'aire de carénage du port de Porquerolles,

**CONSIDERANT** que l'exploitation des Services Publics peut être assurée selon différents modes de gestion, publics ou privés, que ces différents modes de gestion se différencient les uns des autres par une plus ou moins grande autonomie du Service Public par rapport à la Collectivité publique, ainsi que par la prise en charge plus ou moins intense du risque d'exploitation, qu'ainsi, l'exploitation du Service Public peut, soit être directement exercée par la Collectivité publique, soit être confiée à un tiers,

**CONSIDERANT** le mode actuel d'exploitation de l'aire de carénage du port de Porquerolles, à savoir une délégation de Service Public,

**CONSIDERANT** que compte tenu des spécificités du service à exploiter, le choix de son externalisation à un professionnel par un contrat de délégation de Service Public apparaît la solution la plus efficiente en termes d'organisation et de service rendu,

Et après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** le principe du recours à un contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'aire de carénage du port de Porquerolles.

### **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** les modalités principales d'exploitation de l'aire de carénage, telles que décrites dans le rapport ci-après annexé.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à engager toutes les démarches et à prendre toutes les décisions utiles à l'exécution de la présente délibération, en particulier pour la mise en œuvre et le bon déroulement de la procédure de délégation de Service Public.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 6 juillet 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

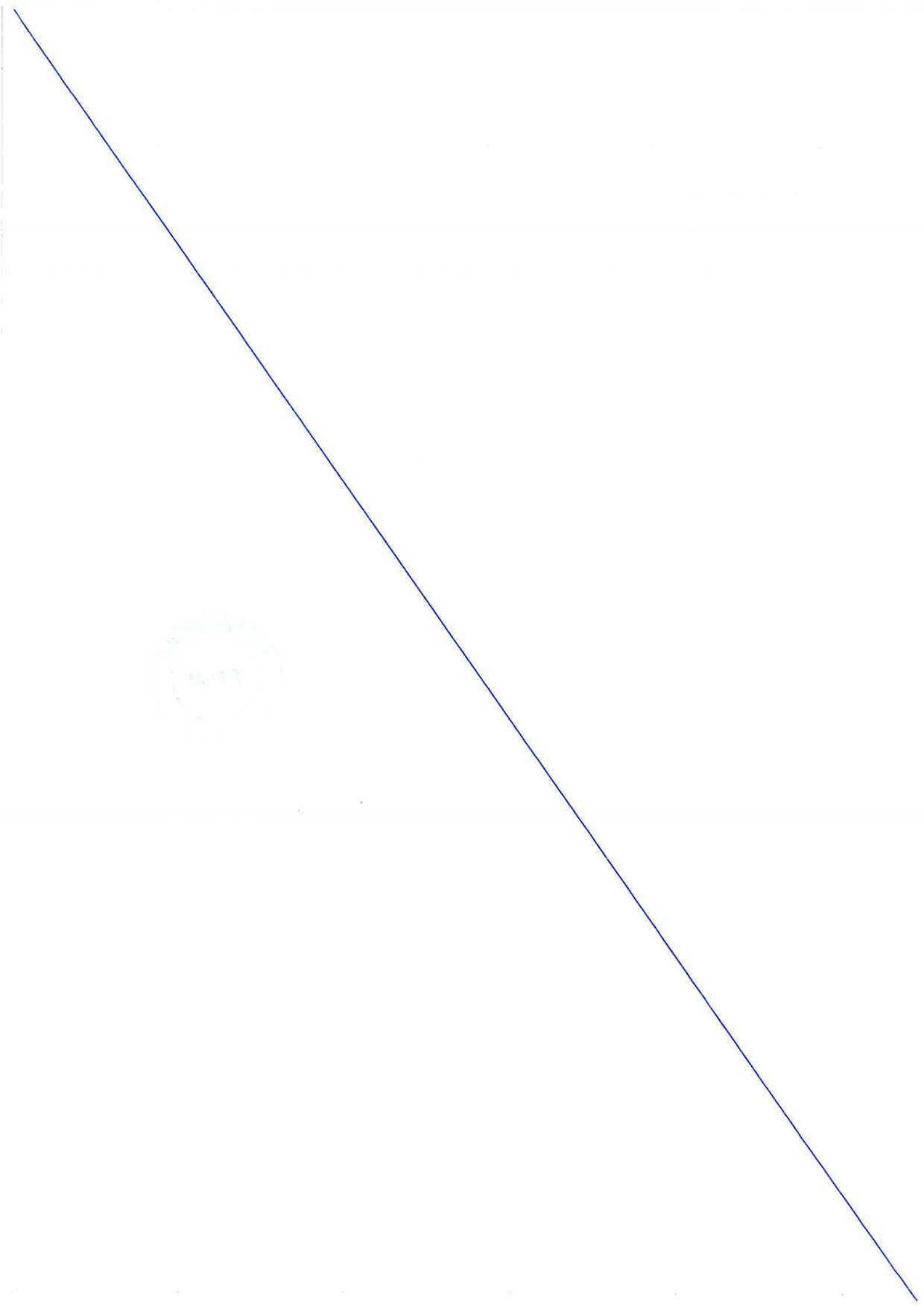


POUR 76

CONTRE 0

ABSTENTION 2

Madame Basma BOUCHKARA, Madame Rachel ROUSSEL.



**Rapport élaboré en application de l'article L1411-4 du Code général des collectivités territoriales concernant le mode de gestion à retenir pour l'exploitation de l'aire de carénage du port de Porquerolles**

Contexte :

La Métropole, en qualité d'autorité portuaire, est gestionnaire du port de Porquerolles. Dans ce cadre, il lui appartient, notamment, de mettre à la disposition des usagers des moyens de levage des navires ainsi qu'une aire de carénage.

Jusqu'alors, les différentes entités qui se sont succédé en qualité d'autorité portuaire (chambre de commerce et d'industrie du Var, conseil général du Var, syndicat mixte varois des ports du Levant, syndicat mixte ports Toulon Provence puis la Métropole) ont toutes décidé de confier l'exécution et la gestion de ces services à un prestataire spécialisé.

Par un contrat de délégation de service public (DSP) notifié le 18 juin 2019, la Métropole a confié ces prestations à la société YACHT SERVICE pour une durée de 5 ans.

Considérant les délais de procédure inhérents à la finalisation de ce type de contrat, il convient de réfléchir, dès à présent, au mode de gestion à retenir pour l'exploitation du service après la date d'échéance du contrat actuel.

**LES MOTIVATIONS EN FAVEUR D'UN MODE DE GESTION DELEGUEE :**

Les différents modes de gestion qui s'offrent à la Métropole en matière de service public sont la régie (dotée ou non de personnalité morale) ou la gestion déléguée.

L'exploitation de l'aire de carénage et de la grue installée en son sein nécessitent des technicités spécifiques à plus d'un titre :

- Conservation en bon état de fonctionnement des biens délégués : maintenance préventive et curative, gros entretien, mise aux normes, renouvellement le cas échéant...),
- Relation à la clientèle,
- Exploitation de la grue par du personnel dûment formé, organisation du travail dudit personnel...

Ces différents champs de compétence exigent de mobiliser plusieurs métiers différents. Ils sont, par ailleurs, soumis à de constantes évolutions technologiques, réglementation....

La gestion externalisée présente une garantie de bonne réactivité et une plus grande souplesse au regard des fournisseurs et prestataires intervenant dans l'exploitation de ce service.

Par ailleurs, la gestion externalisée permet de limiter le risque financier pour la Métropole, ce dernier étant supporté par le délégataire à l'exception des travaux « primaires » d'équipement.

Cette dévolution contractuelle peut revêtir diverses formes :

- Le marché public : il s'agit d'un contrat conclu avec une personne publique ou privée après une mise en concurrence. Il permet de répondre à un besoin occasionnel d'une collectivité territoriale. La rémunération du cocontractant est versée par cette dernière. Le titulaire du marché ne gère donc pas le service à ses risques et périls.
- Le contrat de partenariat public-privé : ce contrat consiste à confier une mission globale (construction, entretien, maintenance, exploitation...) à un tiers. Le recours au partenariat public-privé n'est possible qu'après une évaluation économique, financière, administrative et juridique. En effet, les motifs justifiant le recours à ce type de contrat doivent être explicités par la collectivité, étant précisé que leur liste est strictement énumérée par la loi (urgence, complexité...). Le titulaire du contrat est rémunéré directement par la personne publique. Il ne gère donc pas le service confié à ses risques et périls.
- La convention de DSP : c'est un contrat par lequel une collectivité territoriale confie la gestion d'un service public dont elle a la responsabilité à un délégataire public ou privé. La rémunération du délégataire est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service ; elle ne dépend pas d'un prix payé par la collectivité territoriale. La DSP permet, par ailleurs, une répartition des responsabilités entre le délégataire qui assure la gestion et le bon fonctionnement du service au quotidien et la collectivité territoriale, en qualité d'autorité délégante, qui peut ainsi concentrer ses moyens humains sur le pilotage et le contrôle de l'activité du délégataire.

**C'est le mode de gestion déléguée qu'il est proposé de retenir en l'espèce.**

**Pour l'ensemble de ces motifs, il est donc proposé de poursuivre sous la forme d'une gestion externalisée l'exploitation de l'aire de carénage du port de Porquerolles.**

## **LES CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION :**

### **Les caractéristiques générales du service proposé :**

Dans le cadre de la bonne exécution du service public, la Métropole mettra les installations et matériels suivants à la disposition du délégataire :

- Une grue portuaire de type potence sur colonne de 10 tonnes,
- Une aire de carénage d'une superficie de 2 188 mètres carrés (m<sup>2</sup>) comprenant une zone de grutage d'une surface de 216 m<sup>2</sup> qui comprend elle-même une zone d'urgence et de sécurité de 55 m<sup>2</sup>, clôturée par des barrières et incluant un portillon et un portail électrique,
- Une cale de halage fermée par deux barrières,
- Un linéaire de plan d'eau bord à quai de 228 m<sup>2</sup> comprenant une zone d'urgence et de sécurité, une zone d'attente pour grutage et une zone pour travaux à flot,
- Un local situé dans le point propre d'une surface de 19 m<sup>2</sup>,
- Divers matériels (bers de calage, équipements de manutention, de télécommande ou de commande de secours, pièces de rechange...).



En tout état de cause, les biens affectés à l'exploitation du service délégué seront inventoriés et répertoriés selon leur nature (biens de retour, biens de reprise et biens propres). Ils feront l'objet d'une annexe spécifique au contrat. Cet inventaire sera tenu à jour par le délégataire. Il sera communiqué, chaque année, à la Métropole dans le cadre du rapport annuel tel que celui-ci est précisé ci-après.

Il appartiendra au délégataire d'exécuter les prestations suivantes :

- Opérations de grutage
- Opérations de calage
- Déplacements sur l'aire de manœuvre et de carénage
- Gestion du stationnement (à terre et à flot)
- Gestion de la cale de mise à l'eau
- Gestion commerciale

Il convient de préciser que si des travaux neufs devaient être entrepris, ce qui n'est pas prévu à ce jour, ils seront pris en charge par la Métropole TPM dans la mesure où il est proposé de reconduire le principe d'une gestion par affermage.

Le délégataire aura l'obligation d'adapter la gestion du service délégué aux besoins et aux pratiques de ses usagers et de garantir, sous le contrôle de la Métropole, leur égalité de traitement (règlement intérieur, tarification, informations...).

Il devra mettre en œuvre les moyens et les dispositifs nécessaires à la qualité et à la sécurité du service délégué.

Le délégataire s'engagera à assurer la continuité du service public qui lui sera confié. A cet effet, la convention mentionnera les périodes et horaires de fonctionnement du service. En cas d'arrêt imprévu du service, le délégataire aura l'obligation d'en informer la Métropole et devra prendre toutes les mesures utiles et faire les meilleurs efforts pour y mettre un terme dans les meilleurs délais.

La délégation sera confiée en considération des qualités, compétences et capacité du délégataire. Dans ce cadre, la convention sera incessible.

Le délégataire pourra, toutefois, confier à un tiers une partie des services qui lui seront délégués avec l'agrément de la Métropole et dans la forme exigée par cette dernière. Pour autant, il restera personnellement responsable de la bonne exécution du service (tant envers la Métropole qu'envers les usagers et les tiers) ainsi que de l'accomplissement de toutes les obligations que lui imposera le contrat de délégation.

L'ensemble des ouvrages, installations, équipements et matériels exploités par le délégataire pour l'exécution du service délégué sera entretenu par lui en bon état de fonctionnement, de conservation et de propreté de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils seront destinés.

Le délégataire recrutera et affectera au fonctionnement du service public délégué le personnel en nombre et en qualification nécessaires pour remplir sa mission. En application des dispositions du code du travail, il s'engagera à reprendre le personnel du précédent exploitant le cas échéant. Le délégataire devra s'assurer contre tous risques mettant en cause sa responsabilité civile du fait de son occupation des lieux, de l'exécution du service public et des travaux entrepris le cas échéant.

Il sera demandé au délégataire d'apporter une attention particulière aux pratiques qui favorisent le développement durable dans ses trois composantes (environnementale, sociale et économique). A ce titre, il devra, notamment, poursuivre les actions en lien avec le dispositif "ports propres" qui pourraient lui incomber et, d'une manière générale, toutes les déclinaisons permettant de faire du port de Porquerolles un exemple en Méditerranée en matière de développement durable.

#### **La durée de concession :**

Il est proposé de maintenir la même durée de contrat que celle de celui actuellement en cours, à savoir 5 ans. En effet, considérant les caractéristiques des prestations à réaliser, une telle durée paraît cohérente avec les principes économiques envisagés du contrat et, toute à la fois, nécessaire et suffisante pour susciter l'intérêt de prestataires spécialisés dans de telles activités.

En application des dispositions législatives, réglementaires et jurisprudentielles en vigueur, la convention précisera les conditions et les modalités d'une résiliation anticipée du contrat ainsi que celle d'une déchéance du délégataire par la Métropole.

#### **Les conditions financières :**

Le délégataire assurera l'exploitation du service délégué à ses risques et périls.

Il devra prendre en charge l'intégralité des dépenses de fonctionnement des équipements mis à disposition y compris les charges d'entretien. Il prendra en charge les éventuels travaux primaires et pourra solliciter une participation de la Métropole à la rénovation des équipements publics. Ces travaux devront être réalisés dans la première année du contrat.

Le délégataire versera annuellement à la Métropole une redevance comportant une part fixe et une part variable selon les recettes d'exploitation.

A titre d'information, les chiffres clés pour les deux derniers exercices clôturés s'établissent comme suit :

		2021	2020
Eléments techniques (activités)	Manutentions	226	227
	Mises sous sangles	5	9
	Mâtages / démâtages	2	5
Eléments financiers	Chiffre d'affaires (en € HT)	59 620 €	68 265 €
	Redevance (1)	5 173 €	5 780 €

**(1) : part fixe de 1500 € révisable dans les conditions prévues dans le contrat + part variable égale à 7% du chiffre d'affaires annuel en € HT.**

En contrepartie, le délégataire se rémunérera de manière substantielle sur les produits de l'exploitation de l'aire de carénage.

Un compte prévisionnel d'exploitation, établi sur la durée du contrat, sera annexé au contrat de délégation de service public.

Le délégataire sera tenu de rendre compte annuellement de son exploitation dans le cadre d'un rapport annuel qui devra notamment comporter les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Ce rapport devra, en outre, permettre à la Métropole d'apprécier les conditions d'exécution du service public délégué.

Le délégataire supportera tous les impôts et taxes qui lui incomberont ou lui incomberaient du fait l'exécution du service public.

### **LA PROCEDURE DE PASSATION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC :**

Si le principe d'une gestion en DSP de l'exploitation de l'aire de carénage est entériné, la Métropole devra mettre en œuvre une procédure de mise en concurrence en vue de désigner le futur délégataire. Les étapes de cette procédure sont définies aux articles L.1411-1 à L.1411-18 du code général des collectivités territoriales, aux articles R. 3126-1 à R. 3126-14 du code de la commande publique ainsi qu'à l'article R.5314-4 du code des transports.

Tout d'abord, plusieurs instances devront être consultées, pour avis, sur le principe de recourir ou non à une DSP. Il s'agit du comité social territorial, de la commission consultative des services publics locaux, du conseil portuaire et du conseil métropolitain.

La valeur estimée de la DSP (chiffre d'affaires total hors taxe du délégataire pendant la durée de la convention) étant inférieure au seuil européen, la procédure sera soumise aux dispositions du Chapitre VI du code de la commande publique (R. 3126-1 à R. 3126-14).

L'avis de concession sera publié au BOAMP et dans une publication spécialisée.

Le dossier de consultation sera composé d'un avis de concession, du règlement de la consultation, du présent rapport de présentation et du cahier des charges, constitutif du projet de convention de DSP.

Les candidatures et les offres, envoyées simultanément devront être transmises dans le délai qui figurera dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Après examen des garanties professionnelles et financières ainsi que de l'aptitude des candidats à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, les membres de la commission de délégation de service public dresseront la liste des candidats admis à présenter une offre.

Par la suite, les membres de cette même commission analyseront les offres au regard des critères de sélection retenus en l'espèce puis émettront un avis sur le choix du délégataire.

Suite au rapport rendu par les membres de la commission de délégation de service public, le Président de la Métropole pourra engager, s'il le souhaite, les négociations.

Le cas échéant, à l'issue de cette phase et au moins deux mois après la saisine de la commission de délégation de service public, le conseil d'exploitation puis le conseil métropolitain se prononceront sur le choix du délégataire ainsi que sur le contenu de la convention de DSP. Il leur sera, également, demandé d'autoriser le Président de la Métropole à signer ladite convention.

**En conclusion, les services de la Métropole proposent de retenir le principe du lancement d'une procédure de délégation de service public en vue de confier à un tiers l'exploitation de l'aire de carénage du port de Porquerolles selon les modalités principales définies ci-avant.**

